



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/51/L.53/Rev.1
27 novembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
TROISIÈME COMMISSION
Point 110 c) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : SITUATIONS
RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET RAPPORTS DES
RAPPORTEURS ET REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX

Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Barbade, Belgique,
Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie,
îles Salomon, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Monaco,
Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Saint-Marin, Slovaquie,
Slovénie, Suède et Uruguay : projet de résolution révisé

Situation des droits de l'homme au Nigéria

L'Assemblée générale,

S'inspirant de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme², de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne³ et des autres instruments relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les États Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et sont tenus de s'acquitter des obligations qu'ils ont librement contractées en vertu des divers instruments internationaux dans ce domaine,

¹ Résolution 217 A (III).

² Résolution 2200 A (XXI), annexe.

³ Rapport de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 14-25 juin 1993 [A/CONF.157/24 (Part I)], chap. III.

Rappelant que le Nigéria est partie aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁴,

Rappelant sa résolution 50/199 du 22 décembre 1995 et la résolution 1996/79 sur la situation des droits de l'homme au Nigéria que la Commission des droits de l'homme a adoptée le 23 avril 1996, concernant notamment l'absence de gouvernement représentatif au Nigéria, contrairement aux vœux de la population qui s'est prononcée en faveur d'un gouvernement démocratique lors des élections de 1995,

Rappelant aussi la déclaration faite par le Gouvernement nigérian le 1er octobre 1995, dans laquelle il affirmait son attachement au principe d'une démocratie pluraliste et à celui du partage du pouvoir, et faisait part de son intention de lever les interdictions frappant les activités politiques et la presse, de déléguer des pouvoirs aux administrations locales et de subordonner l'armée à l'autorité civile,

Se félicitant du rapport de mission que le Secrétaire général a envoyée au Nigéria en application de la résolution 50/199 de l'Assemblée générale, et prenant acte de la réaction officieuse du Gouvernement nigérian à cette mission,

Se félicitant également de la reprise du dialogue entre le Nigéria et le Commonwealth,

Notant les mesures prises jusqu'à présent en vue du passage à la démocratie pluraliste, notamment l'enregistrement de cinq partis politiques et l'intention exprimé de tenir des élections avec la participation des partis en décembre 1996, ainsi que la libération d'un certain nombre de détenus et l'abrogation ou la modification de mesures perçues comme faisant obstacle à l'exercice des droits de l'homme,

Déplorant toutefois que nombre d'associations aient été dissoutes pour le motif qu'elles ne répondaient pas aux critères fixés en ce qui concerne le processus de transition,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Rapporteur spécial chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats et du Rapporteur spécial chargé d'étudier les questions relatives aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires⁵,

Notant avec une vive inquiétude que de graves violations des droits de l'homme seraient commises, sous forme notamment d'exécutions, d'arrestations et de détentions arbitraires et d'inobservation des procédures judiciaires régulières, comme le signalent notamment les rapports présentés à la Commission des droits de l'homme par le Rapporteur spécial chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats et par le Rapporteur spécial chargé

⁴ Résolution 2106 A (XX), annexe.

⁵ A/51/538, annexe.

d'étudier les questions relatives aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ainsi que les conclusions du Comité des droits de l'homme,

Soulignant l'importance du mandat que la Commission des droits de l'homme a assigné dans sa résolution 1996/79 au Rapporteur spécial chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats et au Rapporteur spécial chargé d'étudier les questions relatives aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, à savoir effectuer une mission d'enquête conjointe au Nigéria,

Constatant avec inquiétude que, malgré l'adoption de diverses mesures législatives et de procédure pour réformer le système d'administration de la justice, les personnes détenues au Nigéria sont toujours confrontées à une justice viciée et rappelant à ce propos l'exécution arbitraire de Ken Saro-Wiwa et de ses compagnons,

1. Exprime sa vive préoccupation devant les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales constatées au Nigéria, et exhorte le Gouvernement nigérian à en assurer sans délai le respect, notamment en libérant tous les prisonniers politiques, les dirigeants syndicaux, les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes qui sont actuellement détenus, en garantissant la liberté de la presse et en veillant à ce que soient respectés les droits de tous, y compris les membres des minorités;

2. Demande au Gouvernement nigérian de veiller à ce que les procès se déroulent de manière rigoureusement conforme aux dispositions des instruments internationaux auxquels le Nigéria est partie;

3. Demande également au Gouvernement nigérian de s'acquitter des obligations qu'il a librement contractées au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des autres instruments relatifs aux droits de l'homme, y compris la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et prend note avec intérêt, à cet égard, des recommandations adressées à celui-ci par le Comité des droits de l'homme⁶;

4. Demande au Gouvernement nigérian de respecter intégralement et sans autre retard les engagements qu'il a pris à titre provisoire vis-à-vis du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et d'appliquer pleinement les recommandations que ce dernier a formulées à la suite de sa mission au Nigéria;

5. Déplore que le Gouvernement nigérian n'ait pas autorisé le Rapporteur spécial chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats et le Rapporteur spécial chargé d'étudier les questions relatives aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires à se rendre dans le pays avant la présentation de leur rapport à l'Assemblée générale et le prie instamment de coopérer pleinement avec eux à l'occasion de la mission d'enquête conjointe dont les a chargés la Commission des droits de l'homme, ainsi qu'avec les mécanismes pertinents de cette dernière;

⁶ CCPR/C/79/Add.65.

6. Prend note de l'attachement proclamé par le Gouvernement nigérian à l'autorité civile et lui demande instamment de prendre des mesures concrètes pour rétablir un gouvernement démocratique;

7. Sait gré au Secrétaire général de son intention de continuer à user de ses bons offices et le prie, dans l'exercice du mandat qui lui a été confié à cet égard, et en coopération avec le Commonwealth, d'entamer encore de nouveaux pourparlers avec le Gouvernement nigérian, et de lui rendre compte des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la présente résolution et des possibilités qui s'offrent à la communauté internationale de proposer au Nigéria une aide concrète en vue du rétablissement de la démocratie et de la pleine réalisation des droits de l'homme dans le pays;

8. Décide d'examiner cette question à sa cinquante-deuxième session au titre du point intitulé "Questions relatives aux droits de l'homme".
